



CDAS du 07/06/2021 Déclaration Liminaire

Une action sociale à l'agonie !

Les services publics tant loués il y a un an, continuent à être sacrifiés sur l'autel du libéralisme. Ils sont qualifiés de trop coûteux, et doivent laisser place à une marchandisation des services donnant ainsi des perspectives de profits pour quelques uns.

Notre ministère n'échappe pas à cette logique néo-libérale, les missions sont fusionnées, l'accès aux services réduit, d'autres missions sont externalisées. Tout au long de la crise, les organisations syndicales ont demandé une suspension des réformes néfastes pour les services et les personnels. Bercy a systématiquement refusé.

Depuis plus de 70 ans, les agents des finances bénéficient d'une action sociale spécifique qui s'est étoffée au fil des ans et des luttes sociales. Le conflit de 1989 en particulier a été un tremplin, les agents ayant obtenu l'augmentation conséquente du budget d'action sociale collectif au lieu et place de rémunérations individuelles.

Depuis les années 2010, les restrictions budgétaires et les politiques sociales n'ont cessé de dégrader l'Action Sociale, faisant fi des besoins des agents. Dans le même temps, ceux-ci subissent le blocage du point d'indice, l'abandon des plans de qualification et des pertes de pouvoir d'achat.

De plus, l'Action Sociale n'est pas épargnée par les restructurations. Plusieurs chantiers ont été mis en route constituant ce qu'il faut bien appeler le plan de destruction de l'action sociale.

La fusion des associations va impacter le travail des CDAS et des CNAS en perdant le sens même de l'action sociale au sein de notre ministère.

Alors que les agents du ministère ont plus que jamais besoin d'une action sociale forte, de proximité, à leur écoute, la politique menée se résume plus à de l'affichage qu'à une réelle prise en compte des besoins des agents.

Le budget réduit consacré à l'action sociale est l'illustration que les personnels ne sont pas au coeur des préoccupations et des choix actuellement effectués par le Ministre. Le secrétariat Général continue et accélère sa politique de destruction de l'action sociale, malgré toutes les alertes signifiées par nos fédérations.

Dans notre département, le budget des crédits d'actions locales stagne d'année en année. La réserve non restituée accentue ce manque de moyens.

La mise en place de l'échelon régional rompt le lien de proximité, clé de voute de l'action sociale. Elle favorise l'enrichissement des multinationales au détriment de l'économie locale, sociale et solidaire.

Les représentants des personnels ne sont plus ni écoutés ni entendus, démontrant ainsi un réel mépris à l'égard de tous les personnels du ministère. Leur rôle est totalement nié, il n'est qu'à voir le chantier sur les réseaux d'action sociale dont les organisations syndicales sont exclues.

C'est pourquoi l'Action sociale doit être plus que jamais présente pour améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles. Pour répondre aux besoins des agents et jouer son rôle de cohésion sociale elle doit disposer d'un budget à la mesure de la gravité de la situation.

Définition de L'action sociale : elle vise à améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles en leur apportant un service social (cf intranet ministériel ULYSSE)